

**Des munitions pour Boutcha**

La Suisse joue un rôle non-négligeable dans l'approvisionnement de Poutine en biens à double usage. Nous avons demandé au gouvernement de prendre position – sa réponse fait l'effet d'une douche froide. PAGE 2

**Une honte pour la démocratie suisse**

Suite à une intervention parlementaire perfide, certain-es acteur-ices veulent saboter l'initiative correctrice. L'industrie de l'armement s'en réjouit. Et l'Ukraine ? Elle n'a rien à voir là-dedans. PAGE 3

**L'armement sans limite**

5, 40 ou plutôt 100 milliards ? Qu'importe, tant qu'il y aura plus d'argent. L'armée perd le sens des réalités et présente une liste de souhaits sans légitimation démocratique. Où cela nous mènera-t-il ? PAGE 5

**Un monde sans armes nucléaires**

78 ans après l'attaque de Hiroshima, la Suisse hésite encore à signer le TIAN. Nous vous expliquons ce qui se cache derrière cette décision, le rôle de l'OTAN et l'engagement du GSsA. PAGE 6

# L'armée est-elle suffisamment préparée pour les défis de l'avenir ?



Chères lectrices,  
Chers lecteurs

Qui défend qui et quoi dans ce pays ? C'est une question que l'on est tout à fait en droit de se poser en ces temps. L'armée prétend certes défendre la Suisse, mais défend-elle réellement la paix et s'engage-t-elle pour cette dernière ? Ou est-ce plutôt le GSsA, qui se bat contre un assouplissement de la Loi sur le matériel de guerre (Page 3) ou contre le chèque en blanc de 100 milliards additionnels pour l'armée (page 5), au risque d'encourir des sanctions pénales ? Et qui si ce n'est le GSsA n'hésite pas à pointer du doigt le fiasco du F-35 et de RUAG (pages 3 et 5) ? Par ailleurs, le GSsA s'engage pour ce qui est juste, pour que l'on discute enfin publiquement du surarmement de Poutine par la Suisse (pages 2 et 4) et que les bénéfices de guerre soient taxés en Suisse. Nous nous plongerons ensuite dans l'histoire et parlerons de la dictature au Chili, d'Hiroshima et de l'initiative demandant l'abrogation du service militaire obligatoire (pages 6 et 7). Tous ces sujets nous feront bien réfléchir. Lisez donc ce numéro et posez-vous encore une fois cette question à la fin : qui défend la paix ? L'armée et son obsession du surarmement ou des groupes de la société civile et les personnes qui travaillent chaque jour pour un monde plus pacifique. Sur ce, nous vous souhaitons une très bonne lecture et vous remercions, chacun et chacune, pour votre engagement.

Joris Fricker  
et toute l'équipe de rédaction

#### Impressum

**Equipe de rédaction :** Anja Gada, Andreas Weibel, Fabio Briante, Kilian Bello, Joris Fricker, Josef Lang, Jonas Heeb, Lukas Bürgi, Martin Parpan, Oger, Pauline Schneider, Roxane Steiger, Tobia Schnebli.

**Abonnement :** 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.**

**Tirage :** 4'800 exemplaires **Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à la licence Creative-Commons CC BY-ND-NC 4.0. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

#### DUAL USE

## Bombes, Roquettes et munitions contre l'Ukraine

**Grâce à des entreprises bernoises, Poutine a accès à des machines nécessaires pour la production d'armes et le gouvernement ne s'y intéresse pas.** JOSEF LANG

Le 22 février 2023, le GSsA a organisé une manifestation pour commémorer le début de la guerre de Poutine. Le sujet principal était la livraison d'armes bernoises vers la Russie. Peu après, les deux anciennes secrétaires du GSsA, Rahel Ruch et Seraina Patzen ont déposé une interpellation auprès du Grand Conseil afin de questionner les entreprises qui avaient livré des machines spéciales à la Russie. Le 19 septembre 2023, le Conseil exécutif a publié une réponse on ne peut plus vague. Le gouvernement cantonal avait même attendu que le journal *Der Bund* s'enquiert de sa position pour condamner la guerre.

L'excellent article du *Bund* du 20 septembre s'appuie, comme les articles de la NZZ et de la *WocheZeitung*, sur les recherches du *Economic Security Council of Ukraine (ESCU)*, une ONG bien connue. Cette dernière a trouvé qu'en 2018, l'entreprise Fritz Studer AG avait livré deux machines CNC S21 pour 316 millions de roubles à l'usine Kouznetsov à Samara. Cette dernière produit des réacteurs pour des bombardiers stratégiques. L'armée russe utilise aujourd'hui activement ces avions TU-22 en Ukraine. Dans *Inform Napalm*, une publication en ligne proche du ESCU, on peut lire que la même entreprise a livré une machine CNC S33 au producteur de roquettes Avangard à Moscou en 2019.

#### DES MUNITIONS POUR BOUTCHA

En 2017, l'entreprise biennoise Machining Solutions, filiale de GF, aurait par ailleurs livré

une machine CUT 20 P à l'entreprise d'armement IMS en Oudmourtie. Selon l'ESCU, cette dernière produit « 86 % des armes de petit calibre en Russie, notamment les pistolets Markarov et Yarygin. Un pistolet de cette entreprise a été retrouvé dans le village de Dymer dans la région de Kiev après le retrait des troupes russes. La population locale est toujours à la recherche de personnes disparues qui avaient été torturées. » La même année, des machines-outils biennoises ont été retrouvées à Ijevsk, dans une usine faisant partie du groupe Kalachnikov.

En 2018 ensuite, GF Machining Solutions aurait livré 23 fraiseuses, 12 centres d'usinage, une machine par enfonçage et une machine CNC à l'entreprise d'armement KPB à Toula, le tout pour 722 millions de roubles. KPB produit entre autres le système de défense aérien Panzir-SI, des missiles guidés, des systèmes de roquettes, des lance-grenades, des fusils de précision, des mitrailleuses, des pistolets et des revolvers. Même après le début de la guerre en Ukraine, l'entreprise biennoise a continué de livrer des biens d'une valeur de 407 millions de francs à Kouznetsov en passant par Galika.

Autre exemple : selon l'ESCU, l'entreprise Sylvalac SA, installée dans le Jura bernois, a livré un système optique d'une valeur de 3 millions de roubles à l'entreprise NPS, une productrice de cartouches pour petits calibres. Cette munition spéciale est utilisée par la garde nationale russe pour son fusil de précision Totchnost, arme qui a également été utilisée

durant le massacre de Boutcha en mars 2022. L'ESCU note, quelque peu laconiquement, que « d'une certaine façon, les entreprises suisses ont, elles aussi, participé à la tragédie qui a ravagé la ville ».

#### LE POWER PLAY PRO-POUTINE DU PLR

Un article de la NZZ du 12 septembre 2022 nous montre à quel point les livraisons d'armes venant du canton de Berne sont importantes. Dans un dossier intitulé «Machines à double usage suisses pour l'industrie Russe de l'armement», Niklas Masuhr, chercheur en sciences militaires écrit : « Les biens à double usage importés jouent un plus grand rôle pour la force de frappe de l'armée russe que les systèmes d'armes déjà construits. »

En principe, suite aux sanctions ayant suivi l'annexion de la Crimée en 2014, le SECO ne souhaitait plus autoriser la livraison de biens à double usage vers la Russie. Le PLR a toutefois fait usage d'un power play massif en faveur d'une « libéralisation ». Ainsi, Karin Keller-Sutter, Conseillère aux Etats à l'époque, a déposé une interpellation en 2015, derrière laquelle se cachait l'entreprise saint-galloise Starrag AG. Celle-ci voulait vendre des machines-outils pour la construction de réacteurs d'avions en Russie. Johan Schneider-Amman, l'entrepreneur bernois et Conseiller fédéral sous l'autorité duquel se trouvait le SECO à l'époque s'opposera à la décision stricte du SECO avec le mot d'ordre: pas de critères de « contrôle idéologique ».

AG

## Nouvelle initiative populaire : signature du traité d'interdiction des armes nucléaires

**Début novembre, le GSsA s'est réuni en assemblée générale extraordinaire à Berne. La discussion sur une nouvelle initiative populaire était au centre de cette réunion.** JORIS FRICKER

Un peu plus de 50 membres ont fait le déplacement à Berne pour l'assemblée générale extraordinaire afin de se prononcer sur le nouveau projet d'initiative. Trois propositions étaient en jeu : la réintroduction de l'asile dans les ambassades, la restriction des finances de l'armée ou la signature du traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN). La première proposition a finalement été retirée de la liste après un vote de l'assemblée, car les recherches menées jus-

que-là ont montré que le projet ne convenait pas à notre organisation.

#### PROCESSUS PARTICIPATIF

Les trois propositions étaient le résultat de la première sélection effectuée par l'assemblée générale ordinaire en mai de cette année. La coordination et le secrétariat ont ainsi pris la tâche de poursuivre ces idées de projet en impliquant au mieux les membres et en procédant

aux clarifications nécessaires. D'innombrables réunions et diverses rencontres de groupes régionaux ont eu lieu, des organisations partenaires potentielles et des juristes ont été consultés.

#### LE CASSE-TÊTE DES FINANCES DE L'ARMÉE

Au début, l'idée de limiter les finances de l'armée était encore très floue. La seule chose qui semblait claire était qu'il fallait absolument nous attaquer au budget croissant de l'armée. De là est née l'idée d'une « initiative de sécurité ». Objectif : faire d'une pierre deux coups. Il s'agissait de lancer un débat sur la définition même du concept de sécurité et d'obtenir en même temps une réduction du budget de l'armée – de préférence via l'article 57 de la Constitution fédérale.

#### INTERDIRE LES ARMES NUCLÉAIRES !

Après une discussion intense lors de l'AG extraordinaire, c'est finalement l'initiative pour la signature du traité international d'interdiction des armes nucléaires qui s'est clairement imposée. Car, bien que la Suisse ait participé à l'élaboration de ce traité, elle rechigne aujourd'hui encore à le signer. Peu importe que ce manque d'ambition soit provoqué par des pressions exercées par l'OTAN ou que d'autres désirs de réarmement soient à l'origine de cette timidité : La Suisse doit enfin signer ce traité de désarmement !

Action pour la nouvelle initiative après l'assemblée générale extraordinaire.



EXPORTATIONS DE MATÉRIEL DE GUERRE

## Non au sabotage de l'initiative correctrice !

**Lorsque l'initiative correctrice a été retirée il y a deux ans, les conditions étaient claires. Aujourd'hui, le Conseil des États veut faire marche arrière sur ces mêmes conditions en acceptant une motion qui anéantirait une décision parlementaire de la législature actuelle. Le GSSA condamne fermement cette façon de procéder non-démocratique.**

JONAS HEEB

L'initiative correctrice avait été lancée à la suite de l'assouplissement des critères d'exportation par le Conseil fédéral. Cette initiative demandait une interdiction des exportations vers les pays en guerre civile et ceux qui font fi des droits humains. Par ailleurs, l'initiative voulait que ces dispositions soient réglées à l'échelle d'une loi, ce qui permettrait au Parlement et au peuple d'intervenir, et non plus uniquement au Conseil fédéral. Dans son contre-projet, le Gouvernement voulait toutefois se garder une échappatoire en stipulant qu'il pouvait déroger à ces dispositions si la Suisse faisait face à une situation extraordinaire et que la protection des intérêts intérieurs et extérieurs de la Suisse le demandait. Que cela signifie-t-il concrètement ? Personne ne le sait. Heureusement, le Parlement s'est opposé à cette exception, ce

qui était une condition sine qua non pour le retrait de l'initiative correctrice.

### UNE DÉCISION ANTIDÉMOCRATIQUE

Ce n'est pas la première fois que les partis bourgeois instrumentalisent la guerre en Ukraine pour essayer d'arriver à leurs fins. En effet, ils ont demandé la réintroduction de cette même formulation, deux ans seulement après le rejet du Parlement. Cette façon de faire est non seulement antidémocratique, elle aurait également pour conséquence que le Conseil fédéral réautorise l'exportation de matériel de guerre vers des pays en guerre civile ou qui bafouent les droits humains, se pliant ainsi aux jérémiades incessantes de l'industrie de l'armement. Car le Gouvernement a déjà prouvé par le passé qu'il pourrait faire usage de cette compétence. Au-

jourd'hui, le Conseil des États a donc accepté la motion citée plus haut, introduite par la Commission de la politique de sécurité avec le soutien nécessaire du Conseil fédéral. Les livraisons d'armes à l'Ukraine resteraient toutefois impossibles, même si la motion était acceptée et mise en œuvre. Il s'agirait simplement de soutenir l'industrie de l'armement qui semble toujours avoir beau-

coup d'influence sur les partis bourgeois. Pourtant, elle se porte à merveille, puisqu'en 2022, les exportations de matériel de guerre ont atteint un niveau record. Le GSSA est véritablement choqué par ce comportement cavalier. Pour exprimer notre mécontentement, nous avons organisé une action pour montrer le carton rouge au Conseil fédéral. Maintenant, il appartient au Conseil national de couper court à ces jeux de pouvoir et de respecter les décisions parlementaires, et qui plus est celle de la législature actuelle !



Action de protestation contre la décision du Conseil des États.

RUAG

## Ruag : Un scandale qui n'en finit pas

**Le mois d'août 2023 fût un mois rempli d'enseignements pour qui s'intéresse au secteur de l'armement suisse et à son fonctionnement, ou plutôt à son dysfonctionnement.** KILIAN BELLO

En effet, suivant la démission le 7 août dernier de la directrice de l'entreprise Ruag, un flot presque continu de révélations concernant cette société déferla sur la Suisse, révélant au passage la gestion catastrophique de Ruag aux yeux du public.

Il a tout d'abord été révélé que Ruag, après avoir été approché par le groupe allemand Rheinmetall qui souhaitait acquérir 96 chars Leopard 2 afin de les livrer à l'Ukraine, avait décidé de poursuivre cette transaction malgré le refus que lui avait adressé le SECO en début d'année. Faisant croire à l'Allemagne que la transaction pourrait tout de même aboutir, Ruag décida d'aller de l'avant dans cette affaire, au point où Rheinmetall alla jusqu'à former un nouveau contrat concernant ces mêmes chars

avec les Pays-Bas, pays qui se chargerait de les livrer à l'Ukraine. Problème, cette autorisation ne fût jamais donnée, menant à d'intenses pressions de la part de l'Allemagne et des Pays-Bas sur le Conseil fédéral afin de mener à bout cette transaction, ce qui n'arriva heureusement pas.

Ruag, une entreprise spécialisée dans le matériel de guerre, détenue à 100% par la Confédération, a donc consciencieusement essayé de faire fi du règlement entourant les exportations de matériels de guerre suisse et de tromper d'autres partenaires, le tout résultant en une crise diplomatique. Cette indiscipline de la part de Ruag est on ne peut plus inquiétante de la part d'un groupe travaillant dans le domaine de l'armement, et a porté un coup à la crédibilité de la Suisse à l'international.

Mais, comble de la blague, il s'est ensuite avéré que 25 de ces chars avaient en fait déjà été vendus auparavant à un autre groupe allemand, GLS, pour 500 CHF pièce alors que Ruag les avait achetés à l'Italie 45'000 CHF pièce en 2016. Ruag, entreprise aux compétences de gestion visiblement brillantes, aura donc tenté de vendre les mêmes chars à deux entreprises différentes, dont une fois pour une fraction du prix auquel elle les avait achetés. Pour arranger le tout, nous apprenions peu après qu'un collaborateur du groupe était poursuivi en Allemagne pour corruption dans l'affaire de la vente de ces 25 chars.

Incompétence, corruption, perte de millions de francs, irrespect de la loi de neutralité : le bilan est lourd pour Ruag. Une affaire comme celle-ci ne pourrait être tolérée nulle part ailleurs et ne peut d'ailleurs pas l'être aujourd'hui non plus. La démission de la directrice du grou-

pe, Brigitte Beck, ne suffit pas. Ruag est de toute évidence devenu hors de contrôle et le risque que pose l'insoumission d'une telle entreprise face à la loi ne peut être pris à la légère.

Au-delà de la simple entreprise, l'implication du Département de la Défense dans cette histoire est également le sujet de beaucoup de suppositions étant donné les liens étroits que celui-ci possède avec Ruag. Aussi, il semblerait étrange que Viola Amherd n'ait absolument rien su de cette histoire. Entre manque de contrôle sur une entreprise étatique hautement stratégique, ou complicité dans ce scandale, on ne sait pas exactement quelle option serait véritablement la pire pour le DDPS. Une chose est sûre, pour éviter que l'entreprise ne puisse encore à l'avenir faire perdre la face à la Suisse comme elle l'a fait, et pour contribuer à un monde plus pacifique, il est essentiel que Ruag abandonne entièrement l'industrie de l'armement et concentre à l'avenir ses activités uniquement sur le domaine civil.

LA SUISSE DANS LE CONTEXTE MONDIAL

## Notre mission à la lumière des développements mondiaux

**Les tensions internationales sont non seulement des obstacles aux objectifs de l'Agenda 2030 de l'ONU, elles mettent également en danger la vie de tous les humains sur terre. Quel pourrait être le rôle de la Suisse dans ce contexte, si l'on se base sur la Constitution fédérale ?** UN ESSAI DE FABIO BRIANTE

En 2015, l'ONU lançait son Agenda 2030, qui contient 17 objectifs de développement durable (ODD). Il s'agit du premier traité international qui fait le lien entre le principe de durabilité et le développement économique, écologique et social mondial (<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>). Lors d'un sommet sur les ODD en septembre 2023, l'ONU a toutefois présenté un bilan accablant : seuls 15% des objectifs sont à peu près en voie d'aboutir. Dans tous les autres domaines, les avancées sont nulles ou négatives.

Dans leur déclaration finale, les participant-es ont fait référence aux effets néfastes des conflits armés sur les ODD et ont constaté avec inquiétude que les programmes des ODD étaient fortement sous-financés. En même temps, les industries nationales de l'armement et les investissements mondiaux dans le complexe militaro-industriel engrangent des sommes record venant d'organisations privées, étatiques et internationales. Si une petite partie seulement de cet argent allait aux programmes des ODD, les buts fixés dans l'Agenda 2030 pourraient être atteints. Mais tant que, au niveau mondial,

nous investissons plus de ressources dans l'industrie de la guerre et dans des réponses militaires à de possibles escalades des tensions géopolitiques qu'à la résolution de conflits, nous continuerons à mal investir.

Il est probable que les ODD ne pourront être atteints que si les tensions internationales diminuent et que nous résolvons les conflits existants, comme le demande SDG 18 No War ([www.iucm.net](http://www.iucm.net)). Cet objectif constitue sans aucun doute la base des 17 autres ODD. Et il en va de bien plus que du succès d'un projet bolhème. C'est peut-être une dernière chance de garantir une véritable sécurité à toutes les personnes sur cette planète, une sécurité qui inclut les aspects écologiques, climatiques, sociétaux, politiques et économiques principaux, et ce de manière égale.

L'art. 2, al.4 de la Constitution fédérale dit que la Suisse "s'engage en faveur de la conservation durable des ressources naturelles et en faveur d'un ordre international juste et pacifique". Si nous prenons ce but au sérieux, nous devrions donner la priorité numéro un à l'Agenda 2030. Au lieu de faire les yeux doux à des alliances militaires et d'investir des dizaines de milliards dans le surarmement militaire, la Suisse ferait mieux de surmonter le "deux poids, deux mesures" et d'investir cet argent dans une sécurité durable, et ce pour le bien de tous les humains de cette planète et pour "assumer [ses] responsabilités envers les générations futures" (préambule à la Constitution).

# GUERRE ET PAIX

AZERBAÏDJAN/HAUT-KARABAKH

## Importer plus de pétrole azerbaïdjanais n'est pas la solution

**Durant les années 2000, la plupart des pays européens sont devenus de plus en plus dépendants d'importation d'énergie provenant de pays non-européens. En 2020, près de 90 % du pétrole et 70% du gaz dans l'UE était importé.** ROXANE STEIGER

Grâce à ses exportations de charbon, de pétrole et de gaz, la Russie peut financer une bonne partie de ses dépenses d'Etat et donc aussi la guerre en Ukraine. Au début de la guerre, des voix s'élevaient pour dire que l'Europe devait devenir plus indépendante du pétrole et du gaz russe.

### GRANDE PROXIMITÉ AVEC LES PÉTRO-DICTATURES

Aujourd'hui, l'importation de pétrole russe est interdite dans les Etats européens. Mais ces derniers sont toujours dépendants. Et d'où vient le pétrole et le gaz des Etats occidentaux ? En

2022, la Suisse importait 175'000 tonnes de pétrole brut d'Azerbaïdjan. Pendant longtemps, la part de brut en provenance de ce pays se situait entre 0 et 0,1 %. En 2022, cette part a explosé pour atteindre 6%. Pour l'UE aussi, l'Azerbaïdjan joue un rôle important depuis le début de la guerre. En effet, en voulant se défaire de la dépendance au gaz russe, la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a conclu un partenariat énergétique avec l'Azerbaïdjan.

Entre-temps, nous avons appris ce que fait l'Azerbaïdjan pour satisfaire l'augmentation de la demande européenne en gaz. Fin 2022, le

pays a conclu un accord sur des livraisons de gaz avec l'entreprise étatique russe Gazprom. Grâce à celles-ci, l'Azerbaïdjan peut livrer plus de gaz en Europe. Difficile, compte tenu de cette situation, de parler d'indépendance de la Russie.

### ARRÊTONS DE FINANCER LA GUERRE !

L'Azerbaïdjan, dirigé par Ilham Aliyev, est une dictature devenue riche grâce au pétrole et au gaz. Au cours des derniers mois et années, son gouvernement a systématiquement attisé les haines contre les Arméniens avant de lancer une attaque militaire dans le Haut-Karabakh, majoritairement peuplé d'Arméniens, et de forcer des milliers de personnes à fuir. Même si, du point de vue du droit international, la région appartient à l'Azerbaïdjan, ce dernier

n'a aucun droit de faire valoir ses prétentions sur ce territoire avec une intervention militaire.

Au début de l'attaque, l'UE et les Etats-Unis ont certes appelé l'Azerbaïdjan à cesser toute activité militaire. Mais au moment où sont écrites ces lignes, le régime d'Aliyev n'a pas à craindre de sanctions des pays occidentaux. Car ces derniers manquent toujours de gaz russe, ce qui les met sous pression politiquement. Les pays européens sont donc confrontés à un dilemme quant à la réaction à avoir face à la position agressive de l'Azerbaïdjan. Cet exemple montre très clairement que, pour arriver à une politique de paix durable, nous devons arrêter de financer les conflits d'autocrates et de chefs de guerre. Nous devons donc sortir du fossile aussi rapidement que possible.



## Conflit au Moyen-Orient

La situation en Israël et en Palestine évolue très rapidement. Plutôt que d'écrire un article sur ce conflit, nous préférons nous inviter à consulter notre site web, où nous publions des articles et des prises de position sur ce sujet.



Avec d'autres ONG et organisations, nous avons organisé début novembre à Zurich une manifestation bien fréquentée pour une paix juste en Israël/Palestine. (Photo : Jana Leu)

En septembre, nous avons publié une lettre ouverte dans laquelle nous plaidions pour une taxe sur les bénéfices de guerre. Cette lettre est débattue en ce moment au parlement sous forme de pétition. (Photo : GSsA suisse).



## Manifeste antimilitariste

Chaque guerre et chaque escalade de violence rend notre travail et nos positions plus importantes. Voici le manifeste antimilitariste accepté lors de l'Assemblée générale de mai.



ARMEMENT MILITAIRE

## 100 milliards pour bien défendre la Suisse ?

**Le rapport « Renforcer la capacité de défense – Montée en puissance : objectifs et stratégie » présenté par le chef de l'armée Thomas Süssli lors d'une conférence de presse le 17 août porte sur un total de 40 milliards de dépenses d'investissement à réaliser en 3 étapes.** TOBIA SCHNEBLI

À ce montant, et en reprenant la proportion donnée dans le rapport, il faut encore ajouter 60 milliards de dépenses d'exploitation. Les 13 milliards de nouvelles dépenses militaires qui ont trouvé un large écho dans les médias, ne représentent que le prix de la première étape des investissements, à réaliser d'ici 2031, pour « augmenter de manière substantielle la capacité de défense » de l'armée suisse pour « remplir sa mission » face à la nouvelle situation de menace

de guerre russe contre l'Europe et la Suisse. La liste d'achats comprend entre autres une multitude de chars et véhicules blindés, des minidrones, des nouveaux systèmes de communication et informatique, des missiles sol-air de courte et moyenne portée. En plus que les armes conventionnelles et les nouvelles technologies, l'armée veut aussi « intensifier la coopération internationale », notamment avec les armées de l'OTAN.

Avec ce rapport l'armée montre concrètement comment elle entend réaliser les indications du Conseil fédéral contenues dans son « Rapport complémentaire au Rapport de politique de sécurité sur les conséquences de la guerre en Ukraine (RC RAPOLSEC 22) » présenté en septembre 2022 ainsi que la décision de la majorité de droite du parlement d'augmenter de 40% les budgets de l'armée jusqu'à atteindre 1% du PIB de la Suisse.

Pour le Conseil fédéral et la majorité du Parlement, la priorité en matière de politique de sécurité est toujours et encore davantage la défense militaire et « il est dans l'intérêt de la Suisse d'axer plus résolument à l'avenir sa politique de sécurité et de défense sur la coopération avec

des partenaires » (RC RAPLOSEC 22, chap. 5). Qui sont ces partenaires ? « L'OTAN va dans un proche avenir constituer la colonne vertébrale de la défense commune en Europe, dissuasion comprise » (*ibidem*). Mais pas question de « rouler gratis » avec l'OTAN : « Pour conclure des partenariats, il faut être capable de fournir des prestations substantielles (...) En conséquence, la Suisse doit disposer des capacités de défense pour entretenir une capacité crédible à se défendre elle-même, mais aussi pour pouvoir fournir des contributions substantielles au profit des partenaires. » Voilà comment mettre d'accord les militaristes pro- et anti-OTAN. Et tant pis pour les moyens qui manqueront pour affronter les vraies et dramatiques menaces existentielles pour la population que constituent l'insécurité sociale et l'insécurité environnementale.

CONNECTED 23

## Une manifestation de propagande pour (presque) tout le monde

**Des spectacles de drones, des visages d'enfants maquillés aux couleurs de l'armée et du bivouac. C'est une armée proche des familles, drôle, amusante qui est présente lors de Connected 23. Mais la bonne humeur lui passe rapidement lorsqu'elle doit faire face à des critiques.** JONAS HEEB

### UNE FÊTE POPULAIRE POUR L'ARMÉE

L'entrée à Connected 23 était gratuite et la manifestation tout public. Thomas Süssli, le chef de l'armée, en a profité pour rendre publics ses plans d'armement additionnel de l'armée, sous couvert d'« augmentation de la capacité de défense » (c.f. l'article de Tobia Schnebli pour plus de détails). Ce Show de l'armée étant, en soi, complètement absurde et faisant penser à une campagne de pub très coûteuse, quelques militant-es du GSsA ont décidé de se faire une idée de l'évènement et de transmettre un message à l'armée. Notre petit groupe avait prévu de transmettre un chèque en blanc d'une valeur de 100 milliards signé par les contribuables. Nous savions bien entendu que les fonctionnaires de l'armée n'apprécieraient guère notre action ou même notre présence. Mais n'oublions pas que nous sommes dans une démocratie qui vit des différentes opinions et de la critique. Et qui se-

riions-nous si nous critiquions l'armée sans nous rendre à l'une de ses manifestations publiques ?

### PAS DE CRITIQUE QUI SOIT

Quelques mètres seulement après notre entrée, la police militaire interpellait déjà notre groupe de cinq militant-es et nous emmenait dans une tente séparée après avoir vu notre chèque. Là, cinq policiers militaires nous attendaient. Après de longues discussions par talkie walkie et par téléphone, les militaristes se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient pas faire grand chose contre des civil-es. Peu après, cinq policiers de la police cantonale zurichoise sont donc arrivés. Après avoir contrôlé notre identité et pris des photos, ils nous ont fait comprendre que notre présence et surtout notre chèque en blanc représentait un danger – à ce moment-là, nous étions entouré-es de 9 policiers-ères de la police cantonale et de l'armée, toutes et tous



Nous ne savions pas encore ce qui nous arriverait : un groupe de militant-es du GSsA devant l'entrée du « festival » Connected 23.

armé-es. Nous avons ensuite été fouillé-es minutieusement et, une heure et demie plus tard, on nous a ordonné de quitter le périmètre, non sans avoir confisqué notre chèque. Le manque de coordination et de professionnalisme de la part de tous-tes les policiers-ères aura été une véritable révélation, tout comme la façon qu'a l'armée de voir la démocratie : aucune ouverture à la critique.

Deux autres militant-es ont également été

prié-es de quitter les lieux après que l'un des deux avait été aperçu-e en t-shirt du GSsA. La justification : il y aurait quelques « gros durs » à la manifestation et l'équipe ne pourrait pas garantir sa sécurité. En parlant de « gros durs », Ce même militant a témoigné avoir vu quelques visiteurs arborer des tatouages néonazis. Ceux-ci seraient donc moins graves qu'un simple t-shirt du GSsA. Voyons donc comment l'armée suisse veut rendre la Suisse plus sûre.

F-35 FIASKO

## Les F-35 dans la tempête

**Mi-septembre, un avion F-35 disparaissait des radars aux Etats-Unis. En Suisse, les affaires compensatoires fâchent et les coûts explosent. Les bombardiers furtifs semblent pris dans une tempête dont ils peinent à sortir.** PAULINE SCHNEIDER

Des habitant-es qui remarquent un avion volant très près du sol, l'armée américaine qui perd la trace d'un bombardier furtif coûtant quelque 80 millions pièce, un pilote retrouvé sans son engin après un saut en parachute, et finalement un appel à témoin sur les réseaux sociaux de la part des autorités, afin de retrouver un avion F-35 qui aurait disparu des radars. Le début d'un mauvais film d'action ? Pourtant, c'est bel et bien ce qui s'est passé le mois dernier, en Caroline du Sud, lorsqu'un des avions de chasse de

Lockheed Martin s'est volatilisé. Heureusement pour l'armée, les restes de ce dernier ont été retrouvés quelque temps plus tard, crashés en terres rurales. Mais tout cela après que l'avion ait tout de même parcouru quelque 100 km sans pilote, et sans envoyer aucun signal à sa centrale.

### DES AVIONS EN CARTON

Les causes de l'accident ne sont pas connues, même si plusieurs acteurs pointent du doigt les

problèmes d'intempéries, qui posent apparemment problème à ces jets. Dernièrement, le ministère de la Défense britannique estimait qu'il fallait s'attendre statistiquement à des accidents environ toutes les 30'000 heures de vol, fautes aux différents problèmes techniques et technologiques que rencontrent les F-35. Si l'on applique ces statistiques à la Suisse, il faudrait compter qu'environ 5 des 36 appareils achetés pourraient se retrouver inutilisables sur une durée prévue de trente ans. Rappelons qu'au début de cette année, plus de la moitié de ces jets n'étaient pas en état de voler, et qu'ils avaient dû être réparés au sol.

### UN PREMIER BILAN

Cela fait maintenant une année que la Suisse a conclu son contrat avec les Etats-Unis pour l'achat des F-35, passant outre l'initiative qui

voulait l'en empêcher, déposée un mois plus tôt. Viola Amherd expliquait alors que la pression venait de Lockheed Martin, tout en avouant quelque temps plus tard que la Suisse aurait sans doute pu négocier un allongement des délais. Aujourd'hui, ce sont les affaires compensatoires qui font également parler d'elles, mais aussi les retards prévus dans les livraisons, faute aux commandes qui dépassent totalement les capacités de production de l'entreprise. Si ce choix des jets furtifs était déjà critiquable dès l'annonce du Conseil fédéral en 2021, il est aujourd'hui incompréhensible que l'on se retrouve dans une situation où des milliards de francs seront dépensés pour des avions fabriqués pour lâcher des bombes, mais qui ne peuvent pas s'approcher à moins de 40km de zones orageuses.

## INTERNATIONAL

CHILI

## 50 ans plus tard, nous n'avons toujours rien appris

**Il y a un peu plus de 50 ans, le 11 septembre 1973, l'armée chilienne organisait, avec l'aide des Etats-Unis, un coup d'Etat contre le président socialiste élu Salvador Allende. S'ensuivit une dictature militaire sanglante sous Augusto Pinochet, durant laquelle des milliers de personnes furent kidnappées, torturées et assassinées. Et l'industrie suisse de l'armement a contribué à ce terrorisme d'Etat.** MARTIN PARPAN

Entre 1964 et 1970, Eduardo Frei Montalva est au pouvoir au Chili. C'est lui qui a promulgué les premières réformes sociales et économiques, comme la nationalisation partielle des mines de cuivre. En 1970, Allende a succédé démocratiquement à Montalva. Le but d'Allende était de parvenir à un système socialiste par la démocratie. Les premières mesures fortes qu'il a prises étaient de vastes réformes agricoles et la nationalisation de grandes banques et entreprises industrielles. La Guerre froide battait son plein et les Etats-Unis voyaient Allende comme une menace qu'il s'agissait d'endiguer. Le coup d'Etat a eu lieu le 11 septembre 1973 avec le concours de la CIA. La junte militaire chilienne a attaqué le Palais présidentiel et Allende s'est suicidé le jour même. C'est ainsi qu'a débuté le régime de

la terreur de Pinochet qui a tenu en otage le pays au cours des prochaines années.

### DES LICENCES SUISSES POUR TUER

La prise de pouvoir sanglante a contraint la Suisse à interdire l'exportation de matériel de guerre vers le Chili. Or, cette interdiction était diamétralement opposée aux intérêts de l'industrie suisse de l'armement. Celle-ci voyait Pinochet comme un important client pour ses biens militaires et ne voulait pas laisser passer cette occasion. Et Pinochet avait prouvé son intérêt pour les biens militaires suisses en commandant du matériel d'une valeur de plusieurs millions de francs peu après son accession au pouvoir. Mowag, entreprise siégeant à Kreuzlingen, a été la première à trouver une façon de faire des af-

aires avec Pinochet malgré l'interdiction en délivrant une licence à l'armée chilienne qui lui permettait de construire elle-même des chars suisses. L'entreprise schaffhouseoise SIG a suivi. En plus de donner une licence pour la construction de mitrailleuses, elle a aussi exporté les machines nécessaires à la production. Par ailleurs, des militaires de haut rang se rendaient régulièrement à Neuhausen pour apprendre à construire ces armes. Le Conseil fédéral n'est pas intervenu et, invoquant la liberté commerciale, a même soutenu ce contournement de l'interdiction d'exportation. Cette externalisation de la production était un avantage financier certain pour l'industrie de l'armement : en produisant des armes au Chili, elle a pu livrer des armes à d'autres dictatures de droite. Les fabriques d'armements Sodoco, Cardoen et Famae, développées sous la dictature, produisaient aussi des armes suisses sous licence.

La mort d'Augusto Pinochet en 2006 n'a pas signé la fin de la présence d'armes suisses au Chili. En effet, en 2019, lorsque des millions de

Chilien-nes ont manifesté contre le gouvernement de droite du président Sebastián Piñera, l'armée a utilisé des chars « Piranha » de Mowag et tiré entre autres avec des fusils automatiques SG 540 de SIG. Et c'est ainsi que l'on en revient à la Suisse et à la vente de licences du temps de la dictature de Pinochet.

### ET ÇA CONTINUE

Celles et ceux qui, au vu du commerce sanglant de l'industrie suisse de l'armement avec la dictature de Pinochet, ressentent une certaine honte et pensent qu'il s'agit d'une erreur venant d'une autre époque, qui ne pourrait pas se reproduire aujourd'hui, se trompent. En 2022, l'industrie suisse de l'armement a exporté des biens militaires d'une valeur de 955 millions de francs. Le Qatar était le principal client et l'Arabie saoudite venait en 4ème place. L'armement suisse est utilisé pour tuer dans différentes guerres comme celle en Syrie, en Irak ou au Yémen. La Suisse n'a donc pas appris la moindre leçon. En effet, il y a encore quelques années, elle livrait aussi des armes à la Russie, dont le président était déjà Vladimir Poutine. Et l'histoire continue.

ARMES NUCLÉAIRES

## Pour un monde libéré des armes nucléaires

**Le 6 août 2023, nous nous sommes rassemblés aux Bains des Pâquis à Genève pour commémorer les 78 ans du bombardement d'Hiroshima ainsi que pour demander au gouvernement suisse l'adhésion au Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN).** KILIAN BELLO

En effet, le 6 août 1945, le monde entrait dans l'ère nucléaire avec le bombardement atomique de la ville d'Hiroshima, provoquant une destruction d'une ampleur jamais vue auparavant et la mort immédiate et tragique de 150'000 personnes, et ce sans compter la multiplication des cas de cancer dans les années qui ont suivi. Aujourd'hui, 78 ans plus tard, neuf puissances militaires (Etats-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France, Israël, Inde, Pakistan et Corée du Nord) s'emploient encore et toujours à moderniser leurs arsenaux nucléaires en construisant de nouvelles installations de production et en améliorant leurs armes nucléaires.

En 2022, ces gouvernements ont consacré environ 83 milliards de dollars à ce renforcement. Les menaces publiques de déclenchement d'une guerre nucléaire sont devenues plus fréquentes, par les voix de Donald Trump, Kim Jong-un et Vladimir Poutine. Nous assistons actuellement à un relâchement du tabou qui entourait les armes nucléaires et leur utilisation. Cette évolution, extrêmement alarmante, augmente d'autant plus le danger mortel auquel l'humanité entière est déjà sujette. Nous vivons effectivement aujourd'hui dans une époque où le risque d'utilisation de ces armes est au plus haut depuis des décennies. Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, l'a d'ailleurs bien fait savoir lors d'une conférence en 2022 lors de laquelle il a annoncé que « Aujourd'hui, l'humanité est à une erreur de calcul de l'anéantissement nucléaire ».

Nous avons donc jusqu'à maintenant été particulièrement chanceux, mais cette chance pourrait ne pas durer éternellement. Pour éviter une catastrophe nucléaire imminente, les nations non nucléaires ont ainsi proposé un traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Adopté lors d'une conférence des Nations unies en juillet 2017 à une très large majorité (122 pays), le TIAN interdit de développer, tester, produire, acquérir, posséder, stocker et menacer d'utiliser des armes nucléaires.

Le TIAN est entré en vigueur en janvier 2021 et, bien que toutes les puissances nucléaires s'y soient opposées, il a été signé jusqu'à présent par 92 pays et ratifié par 68 d'entre eux. Il est évident que l'interdiction des armes nucléaires est donc plébiscitée par une large partie de la planète, prise en otage par une poignée d'Etats refusant de lâcher le pouvoir de destruction que leur apporte cette arme.

Le refus du Conseil fédéral depuis 2018 d'approuver le TIAN, malgré un vote favorable des Chambres fédérales, apparaît plus qu'étrange pour un pays se déclarant officiellement neutre sur la scène internationale. Ce d'autant plus que la Suisse avait activement participé à l'élaboration du TIAN, avant de soudainement mettre en attente toute décision de signature et de ratification du traité.

La presse a récemment révélé que ce manque de volonté du Conseil fédéral s'expliquait en fait par des pressions de la part de l'OTAN. Cette situation totalement inacceptable n'a pour-



tant pas manqué de convaincre Viola Amherd, Conseillère fédérale en charge du Département de la Défense, qui est aujourd'hui radicalement opposée à toute signature du TIAN par la Confédération. La volonté de la Suisse de se rapprocher de l'OTAN pourrait donc aller jusqu'à lui faire perdre toute la réputation et la crédibilité humanitaire qu'elle s'était construite, et ce depuis le 19e siècle. Ceci est intolérable et il est nécessaire de pousser le Conseil fédéral à signer et ratifier le TIAN.

Le retrait de la Russie du traité New Start et la guerre en Ukraine font que le risque d'utili-

sation de ces armes est aujourd'hui plus grand que jamais. La planète entière est à la merci d'une poignée de personnes à la tête de ces puissances nucléaires, le seul véritable moyen de nous protéger est donc l'interdiction pure et simple de ces armes. Par conséquent, il est essentiel que le Conseil fédéral présente sans délai aux Chambres fédérales le traité pour ratification comme cela a été demandé par celles-ci. Nous nous engageons dès à présent en faveur de la signature et de la ratification du TIAN, afin de nous rapprocher et d'un jour atteindre un monde libéré entièrement de la menace nucléaire.

OTAN

## Les mirages du rapprochement avec l'OTAN

**Certaines personnes en Suisse demandent un « rapprochement avec l'OTAN » ou une « coopération avec l'OTAN ». Mais savent-elles ce que cela implique ?** JOSEF LANG

L'année dernière, Bruno Lezzi, rédacteur de longue date pour la NZZ et ancien colonel d'état-major publiait un livre mémoire où il faisait la part belle aux idées se cachant derrière des propositions comme « rapprochement avec l'OTAN ». L'auteur de *Von Feld zu Feld* (D'un champ à l'autre, ndlt, éditions Königsstuhl) y défend l'adhésion à l'OTAN, mais l'on peut également tirer d'autres conclusions de ses explications.

### LE SYSTÈME DE MILICE EST UN OBSTACLE

Lezzi met en lumière le fait que l'adhésion à l'OTAN, mais aussi la collaboration avec cette dernière ne sont pas compatibles avec le système de milice et la neutralité. Le problème serait le suivant : « On ne peut pas atteindre de vrais résultats simplement avec les cours de répétition, où la composition des équipes change constamment. [...] Cela ne sert à rien au niveau du contenu, car la participation aux formations n'est que sporadique, puisque celles-ci suivent

le rythme du système de milice, restant ainsi forcément à la surface. »<sup>1</sup> En d'autres termes, les soldat-es de milice suisse ne feraient que traîner dans les pattes des soldat-es professionnel-es de l'OTAN.

Celles et ceux qui croient que, parce qu'elle peut accomplir des « missions de paix sans trop de problèmes », l'armée de milice « aurait le niveau pour des opérations de haute intensité » se leurreraient et ne connaîtraient « ni les attentes de l'OTAN, ni les capacités réelles d'une troupe de milice ». Lezzi nous met en garde de ne pas « construire des mirages » et de ne pas nous concentrer seulement sur des « constructions théoriques ». La Suède et la Finlande auraient décidé, selon Lezzi, d'« intégrer l'OTAN sur la base d'expériences pratiques dans la coopération, ces deux pays collaborant de façon beaucoup plus rapprochée avec l'OTAN que la Suisse. »

### AUTRE OBSTACLE : LA NEUTRALITÉ

Lezzi voit la neutralité comme un obstacle encore plus grand à un rapprochement de

l'OTAN. L'alliance s'orienterait fortement à une « possible confrontation avec la Russie ou la Chine », ce qui serait déjà « un obstacle insurmontable pour le pays neutre qu'est la Suisse. » À ces propos on ne peut plus clair, Lezzi ajoute la question suivante : « Et l'OTAN aurait-elle vraiment le temps d'organiser des entraînements avec un pays qui, sur le papier, devrait forcément collaborer en cas de défense, mais qui poserait un certain nombre de conditions à cette défense ? »

Lezzi illustre la contradiction entre « interopérabilité » et neutralité en prenant l'exemple des forces aériennes : « Selon le Chef de l'armée, Thomas Süssli, la Suisse ne serait plus en mesure de se défendre par ses propres moyens. Si c'est vrai, la participation sporadique à quelques entraînements de l'OTAN ne suffirait certainement pas à créer les conditions pour une collaboration sans accrocs en cas d'urgence. » Ainsi, « sans intégration de la Suisse au système de défense aérien de l'alliance, des opérations sol-air sur de longues distances seraient inimaginables. » Lezzi ajoute que le F-35 était l'avion le plus adéquat pour ce genre d'opérations. Il confirme donc que la Suisse a acheté un avion de combat

capable de passer le mur du son de la neutralité, avec l'aide de l'UDC.

### L'ARMÉE OU LA NEUTRALITÉ

Lezzi appelle le Conseil fédéral à « trouver le courage de nommer la marge très étroite pour une extension du cadre de coopération et d'arrêter de raconter des histoires aux citoyens. » Il ajoute qu'« on ne doit en aucun cas nourrir l'espoir que le droit de la neutralité et le statut d'État neutre permettent une coopération de défense qui aurait un réel bénéfice en termes de sécurité. »

La neutralité armée apparaît de plus en plus comme un modèle obsolète. Donc, soit nous nous décidons de façon conséquente pour l'armement, devenons membres de l'OTAN et abolissons la neutralité, soit nous nous décidons pour une neutralité civile et solidaire et abolissons l'armée. Pour donner un peu plus de contexte, 91 % de la population tiennent à la neutralité (chiffres de l'étude Sécurité 2023), 78 % seraient pour une neutralité civile et 55 % pour une coopération avec l'OTAN. Or, celle-ci n'étant pas compatible avec le système de milice et la neutralité, la Suisse doit, au final, se poser la question suivante : voulons-nous une armée compatible avec l'OTAN ou une neutralité sans armée ?

<sup>1</sup> Il n'existe pas de traduction publiée du livre de Bruno Lezzi, les passages sont donc traduits à partir de la version allemande de cet article, ndlt.

HISTOIRE DU GSSA

## L'initiative « Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire », dix ans après

**Le 22 septembre 2013, le peuple se prononçait sur notre initiative sur l'abrogation du service militaire. Une petite remise en contexte s'impose.** JORIS FRICKER

Dans son communiqué après l'annonce des résultats en 2013, le GSSA expliquait, en bon perdant : *l'initiative a clairement échoué aux urnes. Le GSSA n'a pas réussi à convaincre la population qu'un service obligatoire inutile pour les hommes devait appartenir au passé.*

À l'époque, la situation n'était pas facile. L'idée d'une abrogation du service obligatoire avait été lancée pour la première fois en 2005 lors d'une rencontre entre le GSSA et d'autres organisations pacifistes. Cinq ans plus tard, nous avons lancé l'initiative qui nous permettait d'attaquer le dernier tabou de l'armée suisse, à

savoir le service militaire obligatoire. Il existe de nombreuses raisons pour abroger ce dernier. Nous en avons mentionné quelques-unes dans notre communiqué de l'époque : *Beaucoup d'hommes préféreraient s'occuper de leurs enfants ou terminer leur formation au lieu de jouer à faire la guerre dans l'armée.* Par ailleurs, le service civil en tant que service de remplacement avait déjà été rendu aussi peu attrayant que possible à l'époque. Nous avions donc la possibilité de nous attaquer à la dernière vache sacrée de l'armée – ce que le service obligatoire est très certainement – sans pour autant remettre

en question son existence. La Suisse aurait par conséquent eu l'occasion de repenser son modèle et de se rallier aux autres pays.

### L'ARMÉE PROFESSIONNELLE COMME ALTERNATIVE ?

Nos revendications de l'époque étaient importantes et justes. Il existe toutefois deux points que nous n'avons toutefois jamais réussi à réfuter entièrement. D'une part, l'argument de nos opposant-es selon lequel il s'agirait d'une « abolition de l'armée en plusieurs étapes » a certainement su persuader le peuple. Le GSSA, dont le nom annonce la couleur, ne pouvait décemment pas prétendre qu'il ne s'agissait pas aussi, quelque part, d'une tentative d'abolition. D'autre part, nous n'avons pas su répondre à la question « et ensuite ? ». Le texte de l'initiative prévoyait uniquement de proposer un service facultatif et ne donnait la priorité ni à l'armée de milice, ni à l'armée professionnelle. Le GSSA notait certes dans son argumentaire que l'armée professionnelle devait être refusée, mais les gens peinaient probablement à croire qu'une armée de milice non-obligatoire était réellement le but du GSSA. Lors de cette fameuse réunion de 2005, le GSSA a essayé de contourner la question de la façon suivante : *Le GSSA soulignait qu'il n'était pas du devoir de la gauche pacifiste d'aider l'armée à trouver un avenir après une abrogation du service obligatoire. Il a également clairement fait comprendre que, pour lui, ni une armée professionnelle, ni un service de milice non-obligatoire n'étaient des options pour la suite.* Il s'agissait donc bel et bien d'une abolition de l'armée

en plusieurs étapes. Cette dernière est certes légitime, mais non moins compliquée à vendre politiquement.

### L'HYPOCRISIE BOURGEOISE CONCERNANT LE SERVICE CIVIL

Durant la campagne de votation, certain-es politicien-es bourgeois-es se sont transformés en véritables défenseur-es du service civil. Celui-ci serait également tombé si le service militaire avait été abrogé. À l'époque, personne n'a parlé du fait qu'en règle générale, le service civil était toujours combattu par les politicien-es bourgeois-es. Le GSSA a donc déclaré dans son communiqué après la votation : *nous allons prendre ces politicien-es au mot, afin qu'ils et elles ne rendent pas le service civil moins attrayant à l'avenir.* L'espoir que le service civil ressorte gagnant de ce débat n'aura toutefois pas tenu longtemps. En effet, au cours des dernières années, des politicien-es bourgeois-es ont attaqué le service civil à plusieurs reprises. Et en 2024, de nouveaux modèles, promettant tous une péjoration dans ce domaine, seront examinés.

Pile 10 ans après la votation sur l'abrogation du service militaire obligatoire, nous devons peut-être débattre d'un autre thème similaire. Dans le contexte du Service citoyen, l'argumentation est toutefois très semblable à celle d'une réévaluation du modèle de service : nous devons nous opposer au service forcé, quelle que soit sa nature.

En repensant à la campagne de l'époque, nous pouvons nous réjouir d'une chose : les opposant-es avaient investi tant d'argent dans la campagne qu'ils avaient nettement moins de moyens pour la campagne du Gripen l'année suivante. Et pour notre part, nous pouvons nous consoler d'avoir gagné ce référendum.



Le lancement de l'initiative sur l'abrogation du service obligatoire.

## LA DERNIÈRE

CHRONIQUE

## Au pays de l'incapacité structurelle d'attaquer

L'incapacité structurelle d'attaquer est un concept qui nous vient de l'époque de la détente dans les années 1980. L'idée est de sécuriser la paix en créant des structures militaires et politiques qui font en sorte qu'un pays dispose encore d'une armée, mais que celle-ci ne dispose pas d'une capacité stratégique d'attaque.

D'un point de vue militaire, la distinction entre armes offensives et armes défensives est vague, dans le meilleur des cas. Mais il existe des structures sociétales et des traditions qui peuvent dissuader un pays de commencer une guerre.

### HÉROÏSME

Montgomery, Nelson, Eisenhower, Washington, Choukhov, Suvorov, Napoléon, De Gaulle... dans de nombreux pays, les généraux sont honorés comme des héros nationaux. Mais les simples soldats morts en guerre, sont, ils et

elles aussi présent-es dans la vie quotidienne. Aux Etats-Unis, par exemple, on trouve tous les deux carrefours une plaquette commémorative d'un soldat du quartier qui était prisonnier de guerre au Vietnam ou d'une soldate tombée en Irak.

En Suisse, cela n'existe pas. Winkelried, le seul véritable héros de guerre suisse serait mort, selon le mythe, il y a plus de 500 ans. Depuis, la Suisse n'a pas manqué de guerres de religions et de mercenaires, mais les seules figures militaires populaires qui en sont ressorties sont les généraux Dufour et Guisan. Ceux-ci sont admirés pour avoir empêché la guerre, et non pour leur courage durant le combat.

### COMME UNE ASSOCIATION DE COSTUMES TRADITIONNELS

Lorsque Peter Bodenmann, ancien président du PS, a appelé l'armée suisse la plus grande

association de costumes traditionnels du monde, il faisait assurément preuve d'un certain dédain. Mais, au moins, ce genre d'association ne déclenche pas de guerres.

L'armée suisse n'est pas une organisation qui crée des héros ou des héroïnes. Elle ressemble plutôt à une organisation scout patriarcale pour adultes, qui demande à ses membres de sacrifier leur temps pour faire des exercices bidons au lieu de s'occuper de leur travail et de leur famille. En Suisse, nous n'avons pas de G.I Joe ou d'Agence tout risque, nous avons le soldat Lämppli et Gilberte de Courgenay.

*Globi devient soldat*, une BD suisse-allemande pour enfant nous montre un très bel exemple en la matière. Dans cette œuvre, publiée en 1940 et légitimée par la censure militaire de l'époque, Globi ne lutte pas contre des ennemis. Il se retrouve plutôt avec un bandage à son bras enflé à force d'avoir trop salué, astique

les chaussures jusqu'à ce qu'elles prennent feu et cache des punaises sous la selle du lieutenant. Lorsqu'il doit aller en prison, ses camarades construisent une conduite pour lui permettre de boire du cidre doux d'un tonneau.

Ce n'est certainement pas la Suisse qui sauvera le monde. Mais la guerre en Ukraine nous montre bien que l'Europe de l'Est a besoin d'un meilleur système de sécurité collective, où l'incapacité structurelle d'attaquer pourrait avoir son importance. Et au lieu de livrer des armes en Ukraine, la Suisse pourrait livrer des tomes de *Globi* en Russie pour enrayer un petit peu la propagande militariste de Poutine.

ANDREAS WEIBEL

## GREGOR, les histoires de l'arme aventureuse



## TALON DE COMMANDE



Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	blanc	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	Jeu de cartes GSSA				Fr. 5.-	
	Kit de survie				Fr. 60.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSSA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	<b>Frais de port</b>					<b>Fr. 4.80</b>
<b>Somme totale de la facture</b>						

Commande: GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Rue \_\_\_\_\_

No \_\_\_\_\_

NPA \_\_\_\_\_

Lieu \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

E-mail \_\_\_\_\_